Aide officielle au développement

On a dit aux gens: On va se serrer la ceinture. Et quand je demande aux gens de se serrer la ceinture, je demande aux Canadiens de se serrer la ceinture, je demande au gouvernement de le faire et je demande aussi à l'aide étrangère. Cela veut dire, monsieur le Président, dans les faits, qu'il va falloir apprendre à faire plus avec des moyens financiers limités, et on en a eu des exemples. Vous en avez eu des exemples, vous avez mentionné tout à l'heure la crise en Éthiopie, c'est vrai; cela a été un exemple frappant où avec moins d'argent nous avons réussi à avoir non seulement plus de la part des Canadiens, mais un effet d'entraînement et un effet collectif très grand pour l'aide internationale. Donc, c'est la méthode que le gouvernement préconise à l'heure actuelle. Parce qu'il y a une chose qu'on a dite aussi, parce qu'on nous rappelle nos promesses qui n'ont pas été tenues, une chose qu'on a promise, c'est d'avoir une saine gestion, une économie équilibrée et un gouvernement juste.

Peut-on demander à l'heure actuelle, et je sais que mon honorable collègue n'est pas d'accord, de dire aux gens: On n'indexe plus les allocations familiales, on n'indexe plus les pensions de sécurité de la vieillesse en bas de 3 p. 100 et on continue à un rythme plus grand avec l'aide extérieure? Si on demande aux Canadiens et aux Canadiennes de se serrer la ceinture, je vais demander aussi aux gens de l'extérieur de se serrer la ceinture et il faudra donc que je trouve de nouveaux moyens pour pouvoir produire plus avec notre argent. C'est cela la société et c'est cela aussi une société juste. Et si, monsieur le Président, nous avons remarqué à l'heure actuelle, et tous les Canadiens en bénéficient, des taux d'intérêt réduits, un taux d'inflation réduit, il y en a qui disent: On peut dire que c'est juste l'action gouvernementale. Mais ce n'est pas juste l'action gouvernementale, c'est toute l'action de tous les Canadiens et de tous les étrangers parce qu'ils ont repris confiance dans l'économie canadienne, et ainsi nous mettons au service de la collectivité canadienne beaucoup plus de ressources, quelquefois en mettant moins d'argent. C'est cela la solution que nous avons choisie et, monsieur le Président, je le répète, nous sommes un gouvernement responsable et juste. Je ne veux pas demander aux Canadiens de faire plus de sacrifices que les pays étrangers doivent en faire face à notre économie. Cela, monsieur le Président, a été la plus grande promesse que nous avons remplie.

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, lorsque j'écoutais mon collègue, je ne pouvais faire autrement que de me souvenir de ma jeunesse étudiante et d'un *motto* gouvernemental provincial sous l'ancien premier ministre, M. Duplessis. Dans un geste assez démagogique face à l'aide extérieure proposée par M. St. Laurent, alors premier ministre du Canada, M. Duplessis—qui avait toujours le sens des tournures de phrases extraordinaires—se servait de l'aide qu'il donnait à un village du Bas-du-Fleuve qu'il avait connu et qui avait passé au feu et qui s'appelait Cabano, alors que M. St. Laurent nous demandait de comprendre, déjà à cette époque, dans les années 1950, nos responsabilités internationales à l'intérieur de ce qu'on appelait le plan Colombo. Alors, la phrase cinglante de Maurice Duplessis, c'était: «Duplessis donne à Cabano et St. Laurent donne à Colombo», pour induire les gens en erreur.

Ce que nous devons comprendre aujourd'hui, c'est que mon collègue qui a présenté cet avis de motion le fait parce qu'il faut le répéter que c'est l'objectif à atteindre. Le très honorable M. Pearson, sous lequel j'ai eu l'honneur d'être élu et de servir comme député, avait présenté ce rapport des Nations Unies qui avait été accepté par le Canada en 1970, comme le rappelait mon collègue, et nous en avons fait un objectif qu'il nous fallait atteindre, soit 0.7 de 1 p. 100 de notre Produit national brut en matière d'aide à l'extérieur.

Les circonstances ont fait que cela a été reporté de 1975, mais on avait dit au plus tard en 1980. Mon parti reste toujours commis à cet objectif et ce, le plus tôt possible. Et ce n'est pas une raison de croire que parce qu'au Canada nous avons des difficultés économique, de déficit et autres, et je le reconnais—temporaires nous le souhaitons—que l'on doive se désister de ses responsabilités internationales.

Récemment, la population a fait une manifestation éclatante devant la valse hésitation gouvernementale, parce qu'il s'agissait de défrayer énormément de coûts concernant la famine en Afrique. La population, elle, a assumé ses responsabilités, et d'ailleurs l'honorable député le rappelait lui-même. C'est la population qui a poussé sur le gouvernement. Ce qui veut dire qu'il y a dans la population canadienne un bassin immense de compréhension et qu'on ne doit pas mélanger ce bassin de compréhension de nos responsabilités internationales, du partage international, avec une question d'économie locale, de difficultés de budgets ou d'une difficulté de déficit. Parce que si on fait porter le budget là-dessus, il est évident qu'il y aura toujours chez nous, autant à la Chambre des communes qu'à travers la population, des gens qui diront: C'est vrai, on va commencer par aider nos pauvres et, ensuite, on aidera les autres.

• (1820)

[Traduction]

Nous avons tort de parler de nos responsabilités internationales. Il nous faut un objectif. Nous nous sommes fixé comme objectif 0.7 p. 100 de notre Produit national brut. Si vous commencez à attirer l'attention des Canadiens sur nos problèmes et notre déficit, vous risquez de détruire la bonne volonté dont ils ont récemment fait preuve pour aider ceux qui sont moins favorisés que nous. Nous ne pouvons pas, sous prétexte de nos difficultés internes, réduire nos engagements envers la communauté internationale et les gens qui ont tellement besoin de l'aide du Canada.

Mon collègue qui a présenté la motion nous a rappelé que les jeunes Canadiens souhaitaient voir le gouvernement agir. Les jeunes se préoccupent beaucoup de la faim dans le monde. Ils payeront plus d'impôt que moi, car je me dirige vers la fin de ma carrière tandis que la leur commence. Oui, ils veulent faire quelque chose contre la famine. Ils attachent également beaucoup d'importance au désarmement. Nous pourrions établir un lien entre le désarmement et le développement si nous comprenions mieux ce que le désarmement veut dire et si nous cessions de vouloir toujours garder une avance sur les communistes de peur qu'ils n'accroissent leur arsenal. La course aux armements est de la folie pure.

Je n'hésiterai aucunement à établir un rapport entre les deux. Si nous comprenions que la course aux armements est de la folie et qu'elle engloutit une quantité énorme d'argent que